



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
DREAL Occitanie  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 28/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Carrières des ROCHES BLEUES**

Route de Pézenas  
BP n 13  
34630 Saint-Thibéry

Références : UD34/H3/MT/2025/066  
Code AIOT : 0018100100

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement Carrières des ROCHES BLEUES implanté lieu-dit La Vière 34630 Saint-Thibéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières des ROCHES BLEUES
- lieu-dit La Vière 34630 Saint-Thibéry
- Code AIOT : 0018100100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de basalte du lieu-dit "La Vière", est autorisée pour une production maximale de 800 000 t/an. Les matériaux extraits à l'explosif font l'objet d'un traitement primaire, puis d'un acheminement par tapis de plaine mobile vers les installations de traitement secondaire au lieu-dit "Naffrie".

La présence d'une canalisation de gaz traversant le périmètre d'exploitation fait l'objet de prescriptions techniques destinées à gérer la cohabitation entre les tirs de mines et la sécurité de la canalisation.

Par arrêté complémentaire du 29 août 2023, la carrière a été autorisée à recevoir sur le site des matériaux inertes extérieurs aux fins de remblayage.

Pour ce qui concerne l'activité d'extraction de basalte, elle prendra fin mi-2025, le gisement de la carrière étant épuisé. Le remblayage se poursuivra jusqu'à la fin de l'autorisation en 2033.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 29/08/2023, article 3	Sans objet
2	Accueil des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 6	Sans objet
3	Registre chronologique et registre national Trackdéchets	Code de l'environnement du 27/05/2025, article R.541-43-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués, qui concernent les conditions d'exploitation et de réception de matériaux inertes, n'appellent aucune observation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Phasage d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/08/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le phasage de l'exploitation de la carrière tel qu'autorisé dans l'arrêté préfectoral n°2012-I-732 du 27 mars 2012 est modifié, et doit être conduit selon les plans fournis en annexe II.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation mis à jour en décembre 2024 fait apparaître que les étapes du phasage prévues par l'arrêté sont respectées. L'exploitant indique que l'extraction du gisement se terminera en juillet 2025. Les installations (concasseur primaire et convoyeur) seront alors déplacées sur le site "Sous les Monts".

Le plan topographique fait apparaître que la cote minimale d'extraction se trouve à environ 22-23 m NGF, soit conforme à la limite fixée à 20,5 m NGF par l'arrêté préfectoral n°2003-1-1007 du 20 mars 2003.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Accueil des matériaux inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accueil des matériaux inertes

**Prescription contrôlée :**

Article 6 de l'arrêté préfectoral du 29/08/23:

La réception de matériaux inertes extérieurs est autorisée sur le site.

Elle se limitera aux besoins liés aux opérations de réhabilitation du site telles que précisées à l'article 5 du présent arrêté préfectoral.

Le tonnage annuel entrant est au maximum 250 000 tonnes, hors chantiers exceptionnels qui devront faire l'objet d'une demande spécifique à la DREAL.

Les conditions d'admission de ces matériaux respecteront les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets admissibles sont ceux renseignés dans le tableau fourni en annexe I de l'arrêté ministériel susvisé ; ils respecteront strictement les critères d'admission précisés en annexe II de ce même arrêté ministériel.

Article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières:

II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;

- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

**Constats :**

Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire, le site accueille désormais des matériaux inertes pour le remblayage de l'excavation.

Il a été constaté que l'exploitant applique de façon satisfaisante les conditions fixées par les arrêtés ministériels (AM) du 22/09/94 et du 12/12/14 précités, concernant à la réception des déchets inertes.

En particulier:

- les matériaux réceptionnés sont uniquement des terres et cailloux non recyclables (code déchet 17 05 04);
- une procédure d'acceptation préalable a été mise en place (article 3 de l'AM du 12/12/14);
- la traçabilité des admissions des matériaux entrants, de leur provenance et de la zone géographique d'entreposage sur la carrière est assurée par le logiciel PAVE (article 12.3 de l'AM du 22/09/94);
- un contrôle de la conformité des chargements est effectué à l'entrée de la carrière et au déchargement (article 7 de l'AM du 12/12/14);

La quantité de matériaux inertes reçus depuis janvier 2025 est d'environ 44 000 tonnes. Le tonnage annuel maximum de 250 000 tonnes fixé par l'autorisation sera donc respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Registre chronologique et registre national Trackdéchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/05/2025, article R.541-43-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre chronologique et registre national Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du II de l'article L.541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R.541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un logiciel (PAVE) de suivi des déchets admis, répondant aux exigences de traçabilité chronologique des déchets entrants fixées par l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement.

Concernant la transmission au registre national des déchets, terres excavées et sédiments, il est à signaler que depuis le 5 mai 2025 l'application RNDTS mise en place par le Ministère n'est plus accessible, les transmissions étant désormais à effectuer via l'application Trackdéchets. Le ministère a accordé aux exploitants un délai de tolérance jusqu'au 31 décembre 2025 pour procéder aux transmissions des données sur Trackdéchets, au titre de l'année écoulée. La société Carrières des Roches bleues indique que son logiciel informatique, qui était adapté pour effectuer les transmissions vers l'application RNDTS, ne permet pas de procéder aux déclarations sur l'application Trackdéchets. L'exploitant indique qu'il sera en mesure de procéder aux transmissions sur cette-dernière après adaptation (en cours) de son logiciel, et dans le respect du délai de tolérance fixé.

**Type de suites proposées :** Sans suite